

Jules Racine St-Jacques. *Georges-Henri Lévesque : un clerc dans la modernité*, Montréal, Éditions du Boréal, 2020, 492 p.

Catherine Foisy

Volume 23, Number 1, Fall 2022

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1100658ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1100658ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre de recherche sur les francophonies canadiennes (CRCCF)

ISSN

1492-8647 (print)

1927-9299 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Foisy, C. (2022). Review of [Jules Racine St-Jacques. *Georges-Henri Lévesque : un clerc dans la modernité*, Montréal, Éditions du Boréal, 2020, 492 p.] *Mens*, 23(1), 124–128. <https://doi.org/10.7202/1100658ar>

excentré que propose l'auteur en s'intéressant au mouvement jeunesse d'Action catholique, indépendamment des grandes centrales montréalaises et de leurs chefs de file. Enfin, cette contribution est un apport important à l'histoire des mobilisations collectives en Acadie de même qu'à l'histoire de la jeunesse, de manière plus large.

– Catherine Tremblay
Université du Québec à Chicoutimi

Jules Racine St-Jacques. *Georges-Henri Lévesque : un clerc dans la modernité*, Montréal, Éditions du Boréal, 2020, 492 p.

En reconstituant avec brio la trajectoire intellectuelle de Georges-Henri Lévesque, Jules Racine St-Jacques apporte une contribution remarquable à notre connaissance du rôle des clercs dans le champ intellectuel canadien-français ainsi qu'à notre compréhension de sa reconfiguration durant l'après-guerre. Par sa vaste érudition, cet ouvrage contextualise et met en relation les différents angles de la modernité canadienne-française qui ont animé l'action de ce fils de Saint-Dominique, depuis son retour au Québec en 1932 jusqu'à son départ pour le Rwanda en 1962. Ainsi, l'auteur analyse les moments clés et les engagements marquants du parcours du dominicain, en tissant les liens qui unissent modernité économique, sociale, épistémologique et culturelle chez le père Lévesque. Je ne peux passer sous silence l'attention avec laquelle l'auteur a tenu compte de la nécessité d'éduquer son lectorat sur le plan proprement religieux et, en particulier, de le situer relativement à l'*ethos* dominicain. Ainsi, bien que rare dans les monographies, le prologue n'est pas ici une décoration : il est crucial pour saisir comment la forme de cet ordre, né au cœur du Moyen Âge, ainsi que son charisme, structuré par l'étude, la prière et la prédication, représentent un creuset unique pour l'émergence de personnalités intellectuelles de haut calibre, à l'avant-garde de réformes socioreligieuses majeures. À mon avis, c'est là que se situe la plus grande force de l'ouvrage : son auteur ne dissocie jamais l'action de Georges-Henri Lévesque de sa vocation de clerc et de religieux dominicain.

Les deux premiers chapitres permettent de planter le décor général, sur le temps long, dans lequel s'inscrit le parcours intellectuel

de Georges-Henri Lèvesque. Le premier chapitre est très solidement étayé et permet de saisir combien et comment l'Église est divisée du point de vue de la modernité tant épistémologique que politique, sociale ou religieuse et théologique. Malgré la crise que traverse l'Église catholique depuis la seconde moitié du XIX^e siècle et jusqu'à la tenue du concile de Vatican II, plusieurs dominicains français sont à l'avant-garde de courants catholiques qui font une part large aux acquis de la modernité : catholicisme libéral et catholicisme social (Lacordaire), approches exégétiques historico-critiques (Lagrange), nouvelle théologie (Chenu et Congar). Ces courants auront des échos au Canada français, ce que permet de circonscrire le deuxième chapitre. Dès leur arrivée à Saint-Hyacinthe en 1873, les Dominicains s'emploient à édifier un réseau de relations qui leur permettront d'essaimer, au tournant du XX^e siècle, vers des villes d'envergure et près des élites intellectuelles et politiques de Montréal, d'Ottawa et de Québec. Soupçonnés de catholicisme libéral, dans un contexte ecclésial et socioreligieux canadien-français farouchement ultramontain et conservateur, les Dominicains auront tôt fait de se bâtir une réputation irréprochable sur le plan doctrinal, de telle sorte qu'ils puissent investir le champ intellectuel avec vigueur. C'est donc au sein d'un ordre dont le rayonnement est important au Canada français et en s'appuyant sur des réseaux transatlantiques solides que Georges-Henri Lèvesque, après une brillante scolarité au Séminaire de Chicoutimi, entre dans l'ordre des Prêcheurs en 1923. En 1930, il est envoyé à Lille afin d'étudier les sciences sociales sous la direction du Français Joseph-Thomas Delos, o.p., pour la dimension théorique, et auprès du Belge Ceslas Rutten, o.p., pour la dimension pratique du catholicisme social.

Lèvesque revient d'Europe en 1932, convaincu de sa vocation d'intellectuel catholique et bien résolu à la concrétiser. Comme la majorité des intellectuels catholiques canadiens-français de la période de l'entre-deux-guerres, le père Lèvesque adhère à la doctrine corporatiste, ce que Jules Racine St-Jacques interprète comme relevant davantage du passage idéologique obligé que de la sincère profession de foi. Au cours de cette première période, le père Lèvesque trouvera de nombreux appuis, notamment de la part du directeur de l'École sociale populaire et chantre de l'approche corporatiste, le jésuite Joseph-Papin Archambault. Très tôt, cependant, et même s'il condamne la solution communiste, le père Lèvesque va offrir un

plaidoyer pour une troisième voie, entre capitalisme et socialisme, qui cherche à concilier l'intérêt individuel et collectif en remettant entre les mains des consommateurs, voire des travailleurs, des outils de prise en charge économique : le coopératisme. Son arrivée à la tête de l'École des sciences sociales de l'Université Laval coïncide avec le déploiement d'un mouvement coopératif au Québec, tant et si bien qu'il fera de l'École, puis de la Faculté, le foyer institutionnel du coopératisme, en y fondant le Conseil supérieur de la coopération. Ce qui est ici crucial, parce que cela traverse l'ensemble du parcours du dominicain, c'est que sa référence première n'est pas nationale, mais bien humaniste et chrétienne.

Le chapitre suivant porte sur la modernité sociale et, particulièrement, sur le conflit de l'hiver 1946 sur la non-confessionnalité des coopératives, marquant le moment initial d'une reconfiguration majeure du champ intellectuel et clérical au Québec. Dans l'analyse qu'il propose du conflit qui oppose Lévesque à l'élite clérico-nationaliste et corporatiste canadienne-française, Jules Racine St-Jacques illustre l'opposition entre deux interprétations du christianisme. Lévesque et ses partisans croient en une théologie d'incarnation, qui prône une approche inductive de la réalité et qui valorise une conception démocratique de l'Église, alors que leurs opposants défendent une théologie eschatologique fondée sur une approche déductive du donné sensible et sur une conception hiérarchique de l'Église. Ce bras de fer aura des résonances dans le parcours du père Lévesque, tant sur le plan proprement intellectuel et épistémologique que sur les plans culturel et politique.

Dès sa prise en charge de l'École des sciences sociales de l'Université Laval en 1938, il devient essentiel pour le père Lévesque d'établir clairement l'obligation de former des catholiques résolus à résoudre les problèmes canadiens, en faisant appel aux méthodes et aux découvertes récentes de la science. Cette part large faite aux usages de la science moderne distingue l'École dans un champ disciplinaire en cours d'institutionnalisation. Très préoccupé de l'avenir financier de l'École ainsi que de l'utilité d'une formation en sciences sociales, le père Lévesque se révèle un fabuleux entrepreneur intellectuel : les sommes amassées pour l'École font rougir d'envie ses homonymes universitaires, et le taux de placement des diplômés s'améliore d'année en année. Ayant à cœur le développement de sa Faculté, le père Lévesque envoie quatre jeunes collègues se

former aux États-Unis : Jean-Charles Falardeau, Maurice Tremblay, Maurice Lamontagne et Roger Marier. Bien que l'ambivalence épistémologique visant à concilier foi et raison demeure présente au sein de la Faculté, leur retour coïncide avec une diminution du volet de philosophie sociale (diffusion de la doctrine sociale catholique), au profit du renforcement des méthodes et des outils théoriques des sciences sociales. De la même manière, la présence des laïcs au sein du corps professoral se raffermi, traduisant la confiance du père Lévesque envers ceux-ci.

L'ultime chapitre est consacré au rôle qu'a joué le père Lévesque dans la définition d'une modernité culturelle où foi et nation sont dissociées. Sa participation active et déterminante à la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada (1949-1951), sous la présidence de Vincent Massey, a donné le ton à la polarisation du champ intellectuel et politique québécois au cours des années 1950. Dans la pensée et l'action du dominicain, les idées d'humanisme, de liberté et de fédéralisme canadien s'associent dorénavant. Après des années de luttes larvées autour de la non-confessionnalité, puis de son engagement au sein de la commission Massey, ayant mené à deux procès romains dont il sera blanchi, le père Lévesque quitte définitivement la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval en 1955, marquant la fin d'une époque.

En définitive, Jules Racine St-Jacques offre un portrait riche et tout en nuances du dominicain. Son analyse, bien pénétrée de l'esprit dominicain, lui fait écrire à la toute fin de son ouvrage : « Distinguer pour unir : la maxime thomiste résume à elle seule toute la pensée du père Lévesque. Distinguer le coopératisme du corporatisme, la non-confessionnalité de la neutralité, la science sociale de la philosophie sociale, la culture de l'éducation, le patriotisme du nationalisme, etc. : les distinctions jalonnent la trajectoire de l'intellectuel et structurent notre ouvrage. » (p. 436) Cet ouvrage affine donc notre compréhension du courant libéral au sein du catholicisme québécois et celui du catholicisme social de l'avant Révolution tranquille, ce qui se révèle crucial pour mieux situer le parcours de ceux qui viendront ensuite, inscrits notamment dans le sillon de la théologie de la libération. Cela permettra de mieux faire ressortir les continuités et les ruptures, tant dans le champ intellectuel que politique et religieux. Il ne fait aucun

doute dans mon esprit que Jules Racine St-Jacques a ouvert ici une nouvelle piste de recherche, d'autant plus féconde que l'on élargira sa définition d'intellectuel clérical aux religieux et aux religieuses également.

– Catherine Foisy
Université du Québec à Montréal

Julien Mauduit. *La guerre d'indépendance des Canadas : démocratie, républicanismes et libéralismes en Amérique du Nord*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2022, 356 p.

La guerre d'indépendance des Canadas est un ajout stimulant à l'historiographie des patriotes. Depuis la soutenance de sa thèse de doctorat à l'Université du Québec à Montréal, en 2016, dont ce livre est un remaniement, l'historien Julien Mauduit a régulièrement publié des études innovantes qui annonçaient cet ouvrage. *La guerre d'indépendance des Canadas* couronne ainsi une suite de travaux qui tâchent, par une approche transnationale et l'examen d'archives provenant des États-Unis et des deux Canadas, de repenser le mouvement patriote sur les plans idéologique, politique, économique, militaire et géopolitique. L'ampleur, la portée, jusqu'à la nature même du mouvement sont ici l'objet d'une réévaluation.

Dans le premier chapitre, « L'Amérique révolutionnaire des années 1830 », Mauduit avance qu'existait parmi la population des Canadas un véritable esprit révolutionnaire qui, en se radicalisant, a préparé la lutte armée amorcée en 1837. Cette radicalisation se fondait notamment sur l'idée que les institutions politiques coloniales étaient antidémocratiques et, partant, contraires au cours de l'Histoire et à l'ordre naturel du Nouveau Monde. Tout cela ne constitue certes pas une matière nouvelle. Plus notable, cependant, est l'affirmation que la radicalisation idéologique des patriotes a incontestablement légitimé la militarisation du mouvement. Ce phénomène est bien réel, souvent envisagé par les chefs des patriotes, sinon encouragé, même avant novembre 1837, insiste Mauduit. Ainsi, comme les autorités coloniales qui « opèrent des mouvements de troupes » et comme les ultra-tories qui ne rechignent pas à l'idée de réprimer à bras raccourcis les « rebelles », les révolutionnaires canadiens participent également à